

Déclaration des Verts Ile-de-France

Par Sylvain de Smet

Réunion de proximité de Mériel 16 mai 2006.

Bonsoir, c'est en tant que secrétaire départemental des Verts Val-d'Oise que je m'exprime, sans oublier bien sûr que je suis conseiller municipal d'opposition sur Mériel. Je suis là pour vous parler de l'opportunité, ou pas, de prolonger la Francilienne. C'est la dernière réunion de proximité. Lorsque j'ai proposé au maire de Mériel de demander cette réunion qui n'était pas prévue au programme, il n'y a eu aucune hésitation de sa part, le débat devait avoir lieu, il le souhaitait également. Je l'en remercie. Je serai évidemment attentif à la position du conseil municipal et de notre maire que j'avais interpellé sur ce sujet justement en conseil municipal.

Au soir du 8 mars, à Pontoise, quand commença le débat public, on pouvait craindre en entendant les déclarations des uns et des autres, que le débat se cantonnerait à choisir entre un trajet plutôt qu'un autre.

Au fil des semaines, ils sont de moins en moins nombreux, associatifs, acteurs politiques, habitants, à dire "oui à la francilienne, mais chez les autres" et, de plus en plus, ils nous rejoignent quant à l'absurdité du projet ; évidemment, les Verts ne peuvent que se féliciter de cette avancée, mais ce sont surtout les populations concernées qui ont tout à y gagner.

Quant à l'opportunité de ce projet, plusieurs points sont à regarder de plus près, face aux défis écologiques de ce temps : les changements climatiques, la diminution des ressources en énergies fossiles, les problèmes de santé dus aux pollutions, les incidences sur notre environnement.

Alors quelle politique de transport souhaitons-nous ? Et ne l'oublions pas, comment faisons-nous pour diminuer les nuisances subies par les riverains de l'A 104 et de la nationale 184 ?

Changements climatique :

Le réchauffement climatique n'est plus à démontrer. Les gaz à effet de serre dus aux transports représentent aujourd'hui plus d'un tiers du total émis dans l'atmosphère. Les réduire est donc une priorité absolue. Ici même, nous en connaissons d'ailleurs le début des effets, période de sécheresse, canicule, et des périodes de pluie plus abondantes, ceci engendrant des inondations. Le tout va s'accélérer si rien n'est fait.

Hors, la direction régionale de l'Equipement le reconnaît (*voir page 10 du document de synthèse de la DRE*), quel que soit le choix de trajet retenu, l'augmentation varie de 12 à 38% de dioxyde de carbone, malgré les progrès technologiques attendus.

Comment avec de tels projets, l'état français pourra-t-il respecter ses engagements ? Le protocole de Kyoto impose la division par 4 de nos gaz à effet de serre pour 2050. La France devant même être revenue au niveau d'émission de 1990 dans moins de 5 ans.

Les Verts ont l'habitude de dire "penser global, agir local", et là nous sommes au coeur de cette

problématique. Ce n'est pas pour rien que les "Verts Ile-de-France" sont contre les projets de prolongement d'autoroute, de l'A104 à l'A12, sans oublier l'A16, car c'est bel et bien d'une relance de l'état du tout-à-la-route dans notre région qui est lancé, à l'encontre de toute logique, et contre également le choix des électeurs qui ont reconduit aux dernières élections régionales une majorité de gauche pour y bâtir une éco-région.

Pour rappel, le budget transport en Ile-de-France est utilisé à 80% pour les transports en commun, et pour 20% pour la route. Du temps de la majorité de droite, c'était le contraire.

En terme de santé publique :

Comment ceux qui relancent ce projet peuvent-ils se regarder dans une glace ? Comment peuvent-ils continuer une politique menée depuis 40 ans, qui nous amène à une telle pollution de l'air, qui, mêlée à celle du transport aérien et aux incinérateurs, met en péril la santé de ses habitants ?

Comment accepter les pics de pollution et de s'entendre dire : Attention aujourd'hui ne sortez pas les enfants, ne faites pas de sport, les personnes âgées, les personnes fragiles doivent rester chez elles...

Et le bruit ? Comment ne pas croire que ce n'est pas une réelle nuisance, avec des effets sur la santé.

Quelle politique de transport voulons nous ?

Il ne faut pas se cacher la face, budgétairement, on ne pourra pas tout faire à la fois, alors engageons nous dans une politique de grands travaux permettant du ferroutage, la revalorisation de la voie d'eau et l'indispensable développement de nouveaux transports en commun plus transversaux.

Si l'état s'engage à trouver une dizaine de milliards pour les projets autoroutiers en Ile-de-France, et bien il peut, tout aussi bien les dépenser pour le développement des dessertes fluviales et ferroviaires des secteurs d'activités Conflans-Cergy-Bruyères qui réduira la circulation des poids lourds.

Il peut également l'utiliser ces milliards pour accélérer les projets ferroviaires Roissy-Cergy et Pontoise-Achères-Versailles réduisant ainsi la pression routière.

Les transports collectifs, ce doit être aussi des projets locaux, pour aller étudier, faire des démarches administratives, travailler, faire du sport, avoir une vie associative. Je dis bien projets de proximité, pas seulement des lignes de train et tramway qui nécessitent des années de mise en place, mais des bus, des taxis collectifs. Un exemple, sur Mériel, comment faites-vous pour prendre le bus qui passe sur la Francilienne, entre Cergy et Roissy? Et bien soit vous avez du temps et pas de

bagage, soit vous vous faites déposer, en voiture.

C'est là qu'est le vrai débat, ce n'est pas d'imaginer reconduire les erreurs du passé, mais bien de répondre aux exigences de la vie.

Les politiques sous-estiment la capacité de la population à changer ses habitudes et donc à emprunter les transports en commun, dès lors que les efforts pour améliorer les infrastructures sont réalisés, que les transports sont plus surs, plus fréquents, plus confortables et bon marché.

Déjà, nombreux sont ceux et celles qui prendraient bien les transports en commun mais qui faute d'une vraie politique dans ce sens, sont obligés de prendre leur voiture. Mais demain, combien seront-ils, avec la crise pétrolière qui s'annonce, avec la raréfaction des sources d'énergie fossiles et les crises internationales ?

Sur Mériel, il y a des familles avec des enfants d'une vingtaine d'années, qui sont donc obligés d'avoir plusieurs véhicules. Mais ils ne peuvent pas faire autrement pour aller travailler et étudier, rien ne sert de les culpabiliser.

Et là se pose également le souci de la place consommée par les voitures, car il faut bien les garer quelque part.

Mais revenons au pétrole. Aujourd'hui le prix à la pompe est de 1,35 euros le litre, mais dans 6 mois, dans 3 ans, dans 10 ans, demain, quand il sera à 3 ou 4 euros ?

Il n'est jamais trop tard pour prendre de bonnes décisions. On ne peut pas dépenser autant d'argent seulement pour faire plaisir à un type d'industrie. Ce sont 2000 camions par jour pour Poissy qui sont prévus, et que fabrique-t-on à Poissy, je vous le donne en mille, des voitures... Il ne faut pas attendre après eux pour faire la promotion d'autres types de transport.

Et quand je vois le nombre d'élus, d'associatifs, d'habitants qui participent aux débats, avec tous et toutes une idée des besoins locaux en transports collectifs, et bien nous sommes en capacité de tordre le cou à ce qui est marqué en première page du document de synthèse de la direction régionale de l'Équipement. Je cite : "A moyen terme, même en tenant compte des projets en cours, les transports collectifs ne pourront apporter une réponse suffisante à l'augmentation du nombre de déplacements".

Mais dans ce débat, on ne peut pas oublier les riverains.

On se doit de diminuer drastiquement les nuisances qu'ils subissent quotidiennement à cause de l'A 104 et de la Nationale 184.

Lors du débat d'Auvers-sur-Oise, on nous a parlé d'aménagements possibles qui sont en sommeil dans des cartons... Qu'on les sorte ces projets, s'ils doivent diminuer le cauchemar de ces habitants.

En tant que Mériellois, je pense aux nuisances subies et à ce qui nous attend. Comme je l'ai signalé

à la réunion de Méry-sur-Oise, 4 trajets proposés sur 5 commencent à Méry justement. Quid des protections phoniques entre Mériel et Méry-sur-Oise ? Comment imaginer que rien ne soit prévu, vu les augmentations de trafic qui en découleront ?

Vous pensez bien que les habitants de Mériel, Villiers-Adam et Méry, ne vont pas supporter plus de nuisances sonores sans rien dire, alors qu'ils réclament depuis des années, des protections phoniques, mais pour mémoire après mon intervention, cet aspect sera retenu dans ce qui ressortira des débats.

Pendant que j'en suis à Mériel, le marais de Stors, avec sa biodiversité, va-t-il résister à un nouveau tronçon de la Francilienne, si cette fois-ci c'est le trajet par le Vexin qui est retenu ? Comment seront traités les eaux pluviales, où iront-elles, quel impact sur la faune et la flore ? le problème s'était déjà posé pour le tronçon "la Croix-Verte - Mériel". Comment peut-on envisager de passer dans un couloir écologique ? Cela fait des décennies que les Mériellois se battent pour défendre ce marais, ses bois, de conserver un patrimoine agricole, ce n'est pas pour accepter un tel délire. A quoi cela sert-il de classer des sites si c'est pour les bafouer ?

Après les arguments évoqués, vous comprendrez que les Verts ont une logique de réduction drastique de la circulation routière, et nous réaffirmons notre opposition à l'A104, quel qu'en soit le tracé.

Merci.